

**Rapport du groupe de réflexion francophone**  
**WJEC**  
**Grahamstown, 5-7 juillet 2010**

**1. Participants :**

- Eugénie Aw (CESTI, Sénégal)
- Radwan Badini (Université de Salahadin, Irak)
- Serge Théophile Balima (IPERMIC-UO, Burkina Faso)
- Espérance Bayedila (IFASIC, République démocratique du Congo)
- Abdellatif Bensfia (ISIC, Maroc)
- Laurent Charles Boyomo-Assala (ESSTIC, Cameroun)
- Fulgencio Francisco Muchisse (Escola de Jornalismo, Mozambique)
- Marie-Soleil Frère (ULB, Belgique)
- Firmin Gouba (DCJ-UO, Burkina Faso)
- Jean-Pierre Ilboudo (Unesco, Yaoundé)
- Adélarde Mambuya Obul'Okwess (IFASIC, RDC)
- Habiba Mejri-Cheikh (Union africaine, Addis Ababa)
- Léon Mukoko wa Mukoko (IFASIC, République démocratique du Congo)
- Hary Lala Razafinimpiasa (UFR Communication, Madagascar)
- Jean-Pierre Uwimana (GLMC-UNR, Rwanda)

**2. Contexte :**

Les participants provenaient de pays très diversifiés et leur seul point commun était de partager la langue française, aucune thématique particulière n'ayant été identifiée pour cet atelier.

Parmi les pays représentés (11), la majorité se situaient sur le continent africain (9) et on en comptait un certain nombre :

- soit en situation de « post-conflit » ou « post génocide »,
- soit où la liberté de la presse est récente, surtout la libéralisation de l'audiovisuel,
- soit où les médias évoluent dans un contexte défavorable sur les plans technique, économique et même politique.

Autant de situations qui suscitent des interrogations particulières sur la manière dont les journalistes doivent être formés.

Toutefois, en dépit des différences, un certain nombre de défis partagés par plusieurs ou parfois par tous ont été relevés, concernant la formation dans le domaine du journalisme pratiquée au sein des différentes institutions représentées.

**3. Défis identifiés**

**1. Problématique des langues minoritaires** (pas seulement la langue française : certaines institutions représentées dispensent leurs cours en arabe, en kurde, en portugais...)

- La réflexion sur l'enseignement du journalisme se fait essentiellement en anglais.
- Les outils pédagogiques disponibles sont en anglais.
- La valorisation de la recherche se fait essentiellement en anglais (publications

scientifiques).

Solutions suggérées :

- rappel de l'importance des réseaux (Théophraste...) et de la nécessité de leur bon fonctionnement ;
- nécessité de favoriser les échanges, les traductions et la prise en compte de l'expérience des pays non anglophones (surtout dans le domaine des revues scientifiques, des ouvrages de référence et des sources fondamentales) ;
- promotion de modèles et d'outils multiculturels, ouverts à la diversité des langues et des expériences (cfr. modèle alternatif de curriculum de formation des journaliste proposé à l'Unesco par les écoles francophones) ;
- l'Union africaine peut jouer un rôle (4 langues officielles) : le projet en cours de portail panafricain des médias peut faciliter les contacts et connexions ; les Cahiers de l'Union africaine vont publier une édition spéciale « Médias et développement » qui peut valoriser la diversité des expériences ; l'UA peut aussi accueillir des stagiaires provenant des écoles africaines afin de « désenclaver » les jeunes futurs journalistes du continent.

## **2. Décalage croissant entre le contenu des enseignements et le contexte politique et médiatique :**

- contexte politique : le développement du secteur des médias (et les enseignements dans le domaine du journalisme) sont parfois en avance sur l'ouverture des politiques, de sorte que les jeunes diplômés qui sortent se trouvent ensuite confrontés à un pouvoir politique qui est en retard sur l'évolution de la société ;
- contexte médiatique : les entreprises médiatiques sont peu structurées et les conditions de travail des jeunes journalistes qui y entrent sont en contradiction avec les principes enseignés dans les écoles de journalisme (déontologie). Les stages que les étudiants réalisent dans ces entreprises peuvent s'effectuer sous la supervision de personnes moins qualifiées ou qui édictent des consignes en ruptures avec les enseignements dispensés dans les écoles de journalisme. En outre, les jeunes journalistes formés partent vers d'autres secteurs plus rémunérateurs et les médias les plus populaires (radios de proximité) sont animés par des jeunes sans formation.

Solutions suggérées :

- développer des partenariats institutionnels avec les entreprises afin de les associer pleinement aux enseignements et de leur faire assumer une part de responsabilité dans la définition des profils des diplômés ;
- essayer de mieux intégrer les préoccupations et attentes des publics locaux vis-à-vis des médias dans la formation des journalistes (par exemple ne pas négliger les genres plus populaires).

## **3. Intervention des autorités publiques dans la définition des programmes**

- Dans plusieurs pays d'Afrique francophone, des instances supra nationales ou nationales interviennent dans la définition des curricula ou leur reconnaissance (CAMES, ministères de l'enseignement supérieur...) : les écoles de journalisme n'ont pas la maîtrise totale de leur projet de formation et ne parviennent pas à intégrer les spécificités de l'enseignement du journalisme dans un cadre configuré parfois pour d'autres disciplines universitaires (ceci vaut surtout pour les écoles qui sont intégrées à des universités).
- Plusieurs institutions sont confrontées actuellement à la nécessité de passer au système dit « LMD » (licence-master-doctorat)

- Un pays représenté est confronté à l'obligation de passer à l'anglais (Rwanda), alors que la plupart des professeurs sont francophones.

Solutions suggérées :

- favoriser la concertation avec les autorités nationales et supranationales en charge de la définition des curricula afin d'essayer de faire valoir la spécificité de l'enseignement du journalisme (qui allie forcément la théorie à la pratique professionnelle et doit s'ouvrir au monde extérieur), ainsi que la concertation entre les instituts ou établissements qui relèvent de la même autorité.

#### **4. Investissements insuffisants de l'Etat dans le secteur de l'enseignement en général :**

dans la plupart des pays, les investissements dans le secteur de l'éducation décroissent alors que l'enseignement supérieur devient un enseignement de masse (En RDC, le budget consacré par l'Etat à l'enseignement est passé de 30% en 1970 à 1% aujourd'hui). Les étudiants en journalisme sont de plus en plus nombreux, arrivent avec des niveaux de plus en plus bas ou hétérogènes et les universités ont de moins en moins de moyens. Dans certains pays, la relève académique pose un problème car les enseignants qualifiés sont en nombre insuffisant.

Solutions proposées :

- mener des actions de plaidoyer auprès des institutions compétentes au niveau national ;
- sur le continent africain, un appel doit être lancé à l'Union africaine pour que la question du financement suffisant du secteur de l'enseignement soit mise à l'ordre du jour.

#### **5. Intégration aux programmes de formation des journalistes de questions et**

**d'expériences particulièrement importantes pour l'Afrique :** environnement, conflits, santé, gouvernance politique, information à destination des communautés rurales, vision panafricaine...

Solutions proposées :

- renforcer les projets comme ceux initiés par l'Unesco, qui visent à mieux intégrer les réalités et les préoccupations du continent africain aux outils pédagogiques sur lesquels s'appuie la formation des journalistes.
- Mener une pédagogie active où les étudiants sont amenés à travailler sur le terrain sur les problèmes rencontrés au sein de leur société (migrations, élections, environnement...)
- Favoriser l'entrée de journalistes africains dans les médias internationaux afin qu'ils puissent y faire valoir une autre perspective sur l'information africaine.

#### **Conclusion :**

Il apparaît comme une absolue nécessité de construire plus de passerelles entre les compétences et les expériences présentes dans les différents pays, au-delà des barrières de langues et de cultures.